

Avril 2004

N° 73

# CONTRASTOM



# Merci !

Le Père Noël n'est pas sourd, les ContrAtomistes non plus !

Le S.O.S. de détresse financière lancé dans le dernier numéro de notre journal a été entendu et les petits souliers de ContrAtom, déposés devant la cheminée fin décembre, ont été généreusement garnis.

C'est de tout cœur que nous remercions toutes celles et tous ceux d'entre vous qui ont répondu à notre appel. Grâce à votre générosité, l'avenir financier de ContrAtom est pour ainsi dire assuré pour les prochains mois : notre secrétaire sera rétribuée, la location de la salle de réunions payée et les frais d'impression et d'envoi du journal honorés.

Si nous sommes certes soulagés que nos finances rentrent dans les chiffres noirs, nous sommes encore plus heureux d'avoir la confirmation que les ContrAtomistes sont toujours bien là, à l'écoute de leur association et prêts à nous épauler quand il le faut. Cette marque de confiance et de solidarité nous encourage à nous accrocher, à persévérer dans la lutte et à croire encore et toujours qu'une sortie du nucléaire est possible !

Ensemble, nous pouvons tout ... ou presque !

Du fond du cœur, merci !

*Pour l'équipe de ContrAtom  
Anne-Cécile Reimann*

## sommaire du n° 73

Editorial	3
Pourquoi être antinucléaire? par Roger Belbéoch	4-5
Paris: 10'000 personnes manifestent contre le nucléaire	6
Les aventures d'une famille de militants suisses à la Tour Eiffel	7
EPR: tout n'est peut-être pas perdu	8
Tous solidaires avec le prof. Bandajevsky	9
Climat : le nucléaire ne sauvera pas notre planète	10-12
Responsabilité de l'OMS dans la catastrophe humanitaire en Irak	13
La géothermie profonde: une énergie renouvelable	14
Suisse: inquiétant projet de stockage de déchets nucléaires	15

### Un Oscar au secours des victimes de Tchernobyl

Un court-métrage documentaire (39 minutes) intitulé «**Cœur de Tchernobyl**» de Maryann DeLeo a reçu un oscar dans sa catégorie lors de la dernière cérémonie de remise des récompenses à Hollywood en février 2004.

Le film commence par un voyage dans la zone d'exclusion, vers la centrale, et suit la trace invisible des radiations dans les hôpitaux du pays, les centres anticancéreux, les orphelinats et les asiles d'aliénés, où vivent et sont soignés les enfants malades. L'un des effets à long terme les plus graves de la catastrophe de 1986 est une maladie connue sous le nom de « cœur de Tchernobyl », une atteinte du système circulatoire qui a touché un grand nombre d'enfants vivant autour de la centrale.

Cette maladie a été décrite par le Professeur Youri Bandajevsky, anatomopathologue et son épouse le Dr. Galina Bandajevskaya, pédiatre et cardiologue.

Puisse l'Oscar octroyé à un film sur les Enfants de Tchernobyl marquer la fin de la désinformation sur les conséquences de la catastrophe, activement propagée par le lobby nucléaire. Puisse-t-il permettre aux scientifiques du Belarus, en particulier au Professeur Y.I. Bandajevsky, de reprendre leurs recherches et leur assistance aux victimes de la catastrophe.

Tchernobyl cela peut être n'importe où, n'importe quand. L'hommage rendu aux victimes de 1986 par l'Oscar est un témoignage contre l'oubli. Le remplacement rapide du nucléaire est un impératif vital pour notre temps.

(Source: Solange Fernex « Les Enfants de Tchernobyl Bélarus »)

*Ont participé à la réalisation de ce numéro:*

Fabienne GAUTIER  
Laure GEISSBUEHLER  
Philippe GOBET  
Gino NIBBIO  
Philippe PROGIN  
Anne-Cécile REIMANN

### Crédit photo: ork.ch

Toutes les photos (sauf p.10 et 13) ont été prises à Paris le 17 janvier 2004

Tirage 1500 exemplaires  
Imprimerie du Lion

Cotisation annuelle (comprenant l'abonnement au journal):  
40.- F

Abonnement au journal uniquement: 30.- F

Soutien: 60.- F  
ou plus....

CONTRATOM  
CP 65  
1211 Genève 8  
Téléphone/répondeur:

022 740 46 12

info@contratom.ch

**N'hésitez pas à appeler notre secrétariat pour prendre contact, pour recevoir d'autres documents, pour être informés sur les dates des réunions de notre comité et sur nos activités.**

**www.contratom.ch**

**N'oubliez pas le CCP de ContrAtom, qui est alimenté exclusivement par votre générosité et mille mercis à tous ceux et celles qui nous soutiennent.**

CCP 12-13446-0

Cher-e-s ContrAtomistes,

Ça m'aurait vraiment plu de vous servir un chouette message optimiste aux couleurs de printemps laissant entendre que la vie est belle et qu'il n'y a pas trop de quoi s'en faire !

Hélas, à ContrAtom on est bel et bien en souci parce que, sous le calme apparent de l'actualité nucléaire, il se passe des choses plutôt inquiétantes ! Ecoutez plutôt : êtes-vous au courant qu'à Genève **un projet de loi visant à réprimer le droit de manifester** va être très prochainement traité par la commission judiciaire du Grand Conseil ? Ce projet inique remet en cause les libertés démocratiques fondamentales que sont la liberté de manifester et de se réunir sur le domaine public pour exprimer des opinions ou des revendications.

Comment aurions-nous pu concrétiser notre lutte contre Creys-Malville si l'autorisation de manifester devant le Consulat de France et ailleurs nous avait été refusée ?

La manifestation de résistance citoyenne reste un des moyens privilégiés pour faire valoir notre opposition aux projets mortifères des nucléocrates et nous devons absolument le préserver !

Certes, le projet en question ne prévoit pas d'interdire purement et simplement les manifs à Genève, mais les entraves faites au droit de manifester sont telles qu'elles vont rendre extrêmement difficiles, voire impossibles, les rassemblements de protestation sur la voie publique. Le fait par exemple de tenir personnellement responsable l'organisateur d'une manifestation des dommages causés par les participant-e-s (art. 8) ou d'obliger l'organisateur à conclure une assurance responsabilité civile destinée à couvrir les dommages matériels qui pourraient être causés, rend toute organisation de rassemblement périlleuse ! Ce projet de loi renforce sur toute la ligne le pouvoir du Département de justice et police qui est en droit de refuser la délivrance d'une autorisation au nom du danger qu'elle peut présenter pour l'ordre public ou suivant le thème qu'elle recouvre ! C'est le département qui fixe seul les modalités de la manifestation, en particulier le lieu, l'itinéraire, la date et l'heure du début et de la fin, en tenant compte des intérêts privés et publics en présence. De plus, le service d'ordre obligatoirement mis en place par les organisateurs devra être subordonné à la police. Bref, toute manifestation est mise sous tutelle de A à Z et, cerise sur le gâteau, il faudra désormais payer une taxe pour obtenir une autorisation de la police !

D'ores et déjà la résistance s'organise pour qu'une telle offensive contre nos droits démocratiques n'aboutisse jamais ! ContrAtom s'associe bien évidemment à la campagne mise sur pied pour barrer la route à ce complot liberticide !

Sur le plan national, c'est **la libéralisation sauvage du marché de l'électricité** qui nous met dans l'inquiétude ! ContrAtom a mouillé sa chemise lors du référendum contre la LME (loi sur la libéralisation du marché de l'électricité). La libéralisation a clairement été refusée par le peuple en votation. Or, elle se fait quand même ! En déboutant, en juin 2003, les EEF (Entreprises électriques fribourgeoises) qui refusaient d'ouvrir leur marché à la concurrence, le Tribunal fédéral a clairement bafoué la volonté populaire et laissé libre cours à une libéralisation sauvage, là où existait un monopole public de fait. De même, se moquant éperdument du verdict des citoyennes et des citoyens, la commission de l'énergie du Conseil national est en train de faire pression pour l'ouverture du marché de l'électricité en proposant une nouvelle loi « version LME revue et corrigée » tout aussi perverse que celle refusée par le peuple. L'électricité aux mains des spéculateurs ? Non merci ! C'est l'affaire du service public et ça doit le rester ! Une fois de plus, la résistance est à l'ordre du jour !

Au chapitre « international », inquiétude encore : **avec le projet EPR** (réacteur européen à eau sous pression). Il est fort probable que le gouvernement français laissera passer les élections européennes (13 juin) avant d'annoncer quoi que ce soit concernant la relance du nucléaire, mais une décision pourrait bien être prise au cours de l'été 2004 lorsque tout le monde sera en vacances. Ne baissons donc pas la garde et tenons-nous prêts, de concert avec les antinucléaires de tous bords, à empêcher un engagement mortifère qui nous entraînerait dans le nucléaire pour encore des décennies !

Plus que jamais, l'heure est à la résistance ! Nous allons avoir besoin de la mobilisation de toutes et tous ! Soyez avec nous !

*Anne-Cécile*

# Pourquoi être antinucléaire ?

**Ne pas mettre en avant le désastre possible du nucléaire et ce qu'il implique sur les valeurs de notre société c'est accepter la nucléarisation et ce qui l'accompagne : la responsabilité d'un désastre.**

Pourquoi être antinucléaire? Cette question peut paraître étrange car il existe un mouvement antinucléaire. Cependant elle n'est pas inutile. Il y a bien des activités de notre société industrielle que l'on aimerait rejeter, et qu'il faudrait rejeter : le plomb, le mercure, les pesticides, les bagnoles etc. Le nucléaire, par son impact, entre-t-il dans ce cadre ? Si la réponse est oui il n'y a aucune raison *spécifique* d'être antinucléaire. On est globalement contre le mode de production et les productions de notre société. De nouvelles technologies, OGM, biotechnologies etc. sont aussi des menaces particulièrement dangereuses. Elles ont leur propre spécificité même si elles proviennent de la même source scientifique que le nucléaire. Chacune exige une dénonciation particulière en identifiant les dangers respectifs.

Quand on y regarde de près, on s'aperçoit que le nucléaire est une activité tout à fait originale (pour le moment bien sûr !). L'accident nucléaire, un désastre, une catastrophe, amène par son importance un changement d'échelle dans le spectre des accidents classiques de l'industrie. La plupart des accidents classiques du XIX<sup>ème</sup> siècle, quelles qu'aient été leurs conséquences, restaient des accidents locaux et n'impliquaient pas des conséquences inéluctables pour un très long terme.

Le nucléaire, avec ses accidents possibles introduit une nouveauté dans notre société industrielle. En fonctionnement «normal» par ses déchets assez redoutables il implique une stratégie de surveillance sur des temps quasi infinis, donc une certaine structure sociale. Quant



aux accidents nucléaires possibles (dont plus personne ne nie la possibilité), ils impliquent pour leur gestion sociale une structure autoritaire qui ne peut que bloquer toute évolution sociale.

Sortir du nucléaire ce n'est pas seulement éviter un désastre mais c'est aussi conserver la possibilité d'une évolution future vers une meilleure société.

Günther Anders, dans son livre «Et si je suis désespéré que voulez-vous que j'y fasse» [1] écrivait en 1977 :

*«C'en est arrivé à un tel point que je voudrais déclarer que je suis un «conservateur» en matière d'ontologie, car ce qui importe aujourd'hui, pour la première fois, c'est de conserver le monde absolument comme il est.*

*D'abord, nous pouvons regarder s'il est possible de l'améliorer. Il y a la célèbre formule de Marx «Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de diverses manières, ce qui importe, c'est de le transformer». Mais maintenant elle est dépassée. Aujourd'hui, il ne suffit plus de transformer le monde ; avant tout il faut le préserver. Ensuite nous pourrons le transformer, beaucoup, et même d'une façon révolutionnaire. Mais avant tout nous devons être conservateurs au sens authentique, conservateurs dans un sens qu'aucun homme qui s'affiche comme conservateur n'accepterait».*

L'accident nucléaire catastrophique, en plus des effets sanitaires à court, moyen et long terme, implique pour sa gestion «raisonnable» le passage de notre société d'un simulacre démocratique à une société autoritaire. Quand on lit les études (grassement payées par le pouvoir) sur les problèmes posés par la gestion post-accidentelle nucléaire on s'aperçoit qu'un des soucis majeurs des experts est de maîtriser les «turbulences sociales». En termes clairs la catastrophe nucléaire peut faire naître bien des turbulences et il sera nécessaire de les maîtriser.

Jusqu'à présent les accidents industriels, même les plus importants, n'ont guère produit de turbulences importantes. Certes, des turbulences locales pour certains mais de courte durée. Il y a là une des raisons importantes pour l'existence d'une opposition spécifique à l'énergie nucléaire. Mais cette raison majeure ne semble pas faire partie des motivations fondamentales des militants antinucléaires organisés.

L'accident nucléaire, les responsables à l'origine de l'électronucléaire l'ont très rapidement perçu comme tout à fait exceptionnel dans le développement industriel classique. Rappelons quelques réflexions des politiciens français en 1968. Le 16 mai 1968 au Parlement on entend :

*«Le Droit a été adapté à la nature et aux conséquences de cette espèce d'accident. En matière d'énergie atomique, une catastrophe est presque nécessairement un cas de force majeure. Les données du problème de la réparation, sous ce rapport, s'apparenteront davantage à celles de la réparation des dommages de guerre qu'aux données de la responsabilité civile.»*

Si la gestion post-accidentelle s'apparente à une gestion post-guerre c'est que l'accident nucléaire s'apparente à un désastre militaire. Le 17 octobre 1968 au Sénat, le rapporteur de la Commission des lois précise :

*«Ce domaine des activités humaines étant, à beaucoup d'égards, exceptionnel, il n'est pas surprenant que la législation qui s'y rattache soit elle-même exceptionnelle et, dans une large mesure, dérogatoire au droit commun de la responsabilité. La notion de l'exceptionnel est donnée par la dimension que pourrait atteindre un accident nucléaire, à la vérité un désastre national, voir international»* [souligné par moi].

Ce qui est étrange et mériterait une analyse, c'est pourquoi ces responsables élus démocratiquement, acceptent l'électronucléarisation alors qu'ils ont une parfaite conscience du niveau exceptionnel de la possible catastrophe nucléaire. On peut avancer une hypothèse : n'y avait-il pas chez eux un désir de catastrophe qui permettrait la mise en place d'un système social abolissant la nécessité de respecter le simulacre de démocratie ? Pour ces dirigeants politiques et technocrates scientifiques, la catastrophe nucléaire n'était pas à redouter mais à souhaiter pour mettre en place un



système social autoritaire permettant une gestion sociale «rationnelle» ?

L'accident nucléaire **possible** est un véritable désastre pour la santé des populations. Avant Tchernobyl nous avions une certaine conception des conséquences sanitaires d'un drame nucléaire. Mais Tchernobyl nous a montré que notre pessimisme était trop primaire. Les conséquences que l'on observe au Bélarus (ex-Biélorussie) 17 ans après le désastre et qui vont continuer, étaient impensables même par les plus pessimistes dont nous faisons partie.

Tchernobyl aurait pu être beaucoup plus dramatique. Le passage du nuage sur Kiev aurait pu s'accompagner d'une pluie intense, cela aurait été désastreux pour son million d'habitants avec des effets de maladies des rayons pour la population. Autrement dit, Tchernobyl, aussi épouvantable qu'il soit, n'est pas ce qu'on peut imaginer de pire.

Là encore on peut citer Günther Anders :

*«La tâche morale la plus importante aujourd'hui consiste à faire comprendre aux hommes qu'ils doivent s'inquiéter et qu'ils doivent ouvertement proclamer leur peur légitime. Mettre en garde contre la panique que nous semons est criminel. La plupart des gens ne sont pas en mesure de faire naître d'eux-mêmes cette peur qu'il est nécessaire d'avoir aujourd'hui. Nous devons par conséquent les aider.»*

Ce texte écrit en 1977 résume d'une façon claire ce que devrait être l'argumentation antinucléaire essentielle. La peur devant un grand danger est une attitude parfaitement rationnelle.

Demander à la population, comme l'a fait dernièrement le référendum populaire suisse, s'il faut ou non limiter la durée de vie des réacteurs nucléaires à 40 ans, ou moins ou plus, revient à accepter l'accident désastreux comme un facteur négligeable. Le désastre nucléaire est exclu de la problématique qui dès lors se résume assez rapidement à des problèmes économiques. Pourquoi réduire la durée de vie des réacteurs s'ils peuvent fonctionner plus longtemps avec un coût de production de l'électricité plus faible : l'attitude des citoyens suisses a été tout à fait rationnelle. Il ne s'agissait pas d'une décision face à un danger énorme et irréversible d'un désastre nucléaire mais d'une appréciation économique. L'accident étant exclu, comment aborder le nucléaire ? Par l'économie.

Ce référendum suisse avec la réponse claire des citoyens devrait repositionner l'argumentation antinucléaire.

*Roger Belbéoch*

*Extrait de la lettre d'information Stop Nogent, n° 98, mai-juillet 2003, avec l'aimable autorisation de l'auteur.*

[1] Günther Anders, *Et si je suis désespéré, que voulez-vous que j'y fasse ?*, Ed. ALLIA, Paris 2001.

# 10'000 personnes manifestent contre la relance du nucléaire en France

**Franc succès pour la manifestation antinucléaire organisée à Paris le 17 janvier dernier par le réseau français « Sortir du Nucléaire », pourtant on peut regretter que ce combat vital ne mobilise pas encore davantage les foules.**

Dans une ambiance du tonnerre, c'est plus de 10'000 personnes qui ont défilé dans les rues de la capitale française pour clamer leur opposition au nouveau réacteur nucléaire EPR (réacteur européen à eau sous pression) que le gouvernement français s'apprête à construire. Pour signifier la régression que constituerait la construction de nouvelles centrales nucléaires, le cortège animé, coloré, festif et joyeux a commencé sa marche à reculons pour reprendre ensuite en marche avant ... en avant vers les énergies renouvelables et la sortie du nucléaire !

La réussite incontestable de cette manifestation n'était pourtant pas gagnée d'avance, compte tenu de la faible mobilisation politique et syndicale, seuls les Verts et la LCR (ligue communiste révolutionnaire) ayant appelé à manifester !

## Antinucléaires contre pro-voile

Autre handicap de taille, la préfecture de police avait autorisé la tenue d'une seconde manifestation importante, celle des musulmans pro-voile, agendée le même jour, au même endroit, à la même heure ! Du jamais vu ! Une énorme publicité médiatique avait été faite autour de cet événement, éclipsant totalement la manif antinucléaire. Ce « sale coup » prémédité ou non a été très mal ressenti par les organisateurs de la manif : « Le gouvernement veut jeter un voile sur le débat autour du nucléaire, c'est proprement scandaleux ! » déclarait à ce propos Michèle Rivasi, directrice de Greenpeace-France.

Une vingtaine de ContrAtomistes avait fait le déplacement dans la capitale française pour participer au rassemblement. Le voyage en TGV fut à lui seul déjà toute une épopée ! Pour éviter les douaniers de Cornavin, en raison de bagages plutôt louches, une partie de



la délégation s'en fut prendre le train à ... Bellegarde et, de là, réussit l'exploit de faire voyager la brouette de déchets radioactifs décorées de lampions à la croix blanche, les sangliers atomisés, les panneaux jaunes etc., à bord du TGV, sans incident diplomatique, après avoir mis dans sa poche le contrôleur du train et l'employée du wagon-restaurant. C'est tout juste si nous n'avons pas réussi à photographier le contrôleur portant la centrale de Mühleberg sur la casquette alors qu'il s'était assis à nos côtés pour faire la causette, oubliant vraisemblablement qu'il avait un train à contrôler ! Et nous avons été à deux doigts d'obtenir l'autorisation de chanter « Le nucléaire c'est la galère » au micro du bar ! A notre descente du train, Gare de Lyon, tout le wagon était antinucléaire !

Une délégation de 20 personnes sur les 10'000 présentes à la manifestation, ce n'est pas énorme, pourtant nous avons réussi à être présents sur les chaînes de télévision françaises lors des informations de 20h sur TF1 et FR3 et la

chanson « Le nucléaire c'est la galère » a passé en intégralité sur France Info ! Pas mal !

10'000 personnes pour dire non au nouveau programme EPR ce n'est pas mal non plus et pourtant, on est loin des 300'000 manifestant-e-s qui se déplacent à Gênes contre le G8 par exemple. Comment trouver les moyens d'intégrer le combat antinucléaire aux préoccupations des altermondialistes ? Comment faire le lien ?

**L'enjeu est d'importance : c'est de l'avenir de notre planète dont il est question.** On s'apprête à lancer une nouvelle génération de centrales nucléaires, dans le même temps, on est sur le point de commettre le crime d'enterrer les déchets radioactifs au sein de notre terre : les populations entières devraient se lever pour empêcher cette folie. **Nous avons besoin de toutes les énergies pour sortir du pétrin dans lequel nous fourrent les nucléocrates et leurs amis politiques !**

L'avenir commence maintenant. Bougeons-nous !

Anne-Cécile Reimann

# Les aventures d'une famille de militants suisses à la Tour Eiffel !

**Le samedi 17 janvier, avant la manifestation antinucléaire française, une petite visite en famille à la Tour Eiffel s'imposait ! En effet nous n'avons jamais visité Paris, et c'était l'occasion ou jamais. Installez-vous confortablement dans votre fauteuil, je prends ma plus belle plume pour vous conter notre belle visite.**

« Nous nous rendîmes sur les lieux, et achetâmes des billets pour l'escalier, afin d'éviter la déjà longue file des clients de l'ascenseur. Arrivés devant l'entrée, nous nous apprêtâmes à y laisser la poussette de notre petit dernier (sans le petit bien entendu !) pour le temps de la visite, quand un vigile nous apostropha brutalement : « Vous ne laissez pas de poussette ici, c'est interdit ! », surpris j'allai vers le kiosque situé cinq mètres plus loin avec l'intention coupable d'y initier un parking à poussette. Mais le vigile arriva derrière moi et très sèchement me dit :

-Non, vous ne la laissez pas ici non plus !

-Mais où voulez-vous que je la mette alors ?!

-Vous la montez avec vous en escalier ou vous la sortez du secteur !

N'étant pas le sherpa Tensing, je partis avec ma poussette et la déposai au bord de la rue, derrière le pilier sud (si je ne m'abuse) de la Tour Eiffel. Après la visite (que je vous déconseille, une vraie arnaque, arrivés au deuxième étage il faut un nouveau billet pour aller au sommet ! Mais le guichet est fermé !), je me rendis vers la poussette, mais de poussette, point, elle avait disparu ! Je pensai : « Tant pis pour cette vieille poussette, un voleur s'y est intéressé, et voilà », mais je m'approchai quand même d'un policier :

-Bonjour, excusez-moi, vous n'auriez pas vu par hasard une poussette bleue ?

-Ah ! C'est vous la poussette !

Je compris vite que quelque chose d'anormal s'était tramé... Après quelques reproches, le policier m'annonça que le service de déminage venait de s'en occuper ! Je n'en crus pas mes oreilles, mais c'était pourtant bien

salé... Sur le moment nous n'étions pas d'humeur à rire, il faut l'avouer, la situation étant plutôt stressante et désagréable. De plus il était carrément impossible de retrouver la poussette. Nous passions de groupe de po-



vrai... J'appris ainsi qu'à Paris il est interdit de déposer quelque objet que ce soit sur la voie publique, vigi-pirate oblige. De plus, dans le filet de la poussette se trouvaient quelques tracts antinucléaires... et surtout deux boîtes de concentré de tomate. Vous vous souvenez, ces fameuses boîtes de concentré de tomate de la campagne de votations antinucléaires helvétiques sur lesquelles était écrit : « Le plutonium contenu dans cette boîte peut tuer la population entière du pays » !!!

Le service de déminage a donc ouvert une des boîtes avec toutes les précautions d'usage, mais ne nous a pas dit si le concentré de tomate était assez

liciers à groupe de policiers, et à chaque fois c'était un savon supplémentaire... « Ah c'est la fameuse poussette avec les tracts ?! » Après une heure et cinq ou six savons (mais pas de passage à tabac, je vous rassure !), nous finîmes par récupérer la poussette, qui n'était heureusement pas détruite, avec les jouets des enfants et deux boîtes de concentré de tomate, l'une fermée et l'autre « déminée ».

Moralité : à Paris, mieux vaut se promener avec des bagages légers. D'ailleurs on trouve des restaurants où la sauce tomate est abondante et sans danger, à moins qu'on ne préfère l'aventure, bien entendu !

*Philippe Gobet*

# EPR: tout n'est peut-être pas perdu !

**Avant que la loi n'avalise la relance d'un nouveau programme atomique, les antinucléaires français repartent en campagne pour informer la population du danger nucléaire et des alternatives possibles.**

## Manque de sérieux et anomalies

Nos collègues français (Sortir du nucléaire, Agir pour l'environnement et Greenpeace-France) ont dénoncé en février les déclarations favorables à l'EPR de leur ministre déléguée à l'industrie Nicole Fontaine et ont lancé une nouvelle campagne contre ce réacteur nucléaire de troisième génération. « Mme Fontaine affirme que le choix de l'EPR s'impose à la lecture de nombreux rapports, mais cite en fait toujours le même rapport de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques » ont-ils expliqué.

Ils ont également souligné le fait que la Finlande, le seul pays européen (avec la France) voulant encore construire des centrales nucléaires, a reçu une offre de Areva-Siemens pour un réacteur « clés en mains » en 2009, **soit dans cinq ans, alors qu'à Paris on parle d'une période d'expérimentation de l'EPR de dix ans !**

En Finlande également, certains commencent à s'inquiéter du fait qu'Areva-Siemens veuille fourguer un réacteur qui n'est absolument pas au point... D'ailleurs l'Autorité de sûreté nucléaire finlandaise elle-même s'interroge sur une anomalie située au niveau du circuit de circulation de l'eau de refroidissement, qui toucherait tous les réacteurs en fonctionnement en France aujourd'hui et pourrait engendrer une véritable catastrophe en cas d'accident. Or l'EPR a les mêmes défauts que les réacteurs actuels et en plus il a le désavantage de ne pas avoir été expérimenté.



Quant à Nicole Fontaine, elle a souligné « la nécessité de conserver l'option nucléaire ouverte » à l'horizon 2015 et de « prévoir la construction prochaine » de l'EPR, mais le projet de loi à ce sujet n'est pas encore accepté.

## Un printemps antinucléaire

Les associations antinucléaires ont annoncé une nouvelle campagne anti-EPR, soutenue par une quinzaine d'organisations. Elles distribueront une brochure soulignant les dangers et le coût de l'EPR. Le Réseau Sortir du Nucléaire organisera une vingtaine de manifestations devant les sites nucléaires entre le 23 avril et le 24 mai 2004, dans le cadre d'un Tour de France pour sortir du nucléaire. (V. encadré).

Quant à nous, les Genevois, nous serons peut-être bientôt hélas directement concernés. En effet, une conférence nucléocrate sur l'EPR aura bientôt lieu... sur le site de l'ex-Superphénix à Creys-Malville ! Eh oui, le site de Malville fait partie des 4 ou 5 sites possibles pour le premier EPR ! Si c'est le cas, vous pourrez prochainement prévoir un petit voyage dans la région, car, même si

**Un tour de France pour sortir du nucléaire** partira le 23 avril de Fessenheim, où se trouve la plus vieille centrale nucléaire française en activité, et traversera l'Alsace, la Lorraine, la Bourgogne, la vallée du Rhône, le Sud-Ouest, la Bretagne et la Normandie où il terminera son périple le 24 mai près du site de Penly, pressenti pour accueillir l'EPR.

Il empruntera un itinéraire qui illustre la filière du nucléaire (enrichissement, centrales en fonctionnement, sites militaires, retraitement, transports, stockage de déchets radioactifs). Entre deux sites livrés à l'atome, des visites de lieux où les énergies renouvelables et où le désarmement nucléaire sont à l'honneur, seront organisées.

La caravane sera constituée d'un bus d'information présentant les dangers du nucléaire, ainsi que des informations sur les énergies renouvelables, d'une troupe de théâtre professionnelle, d'une cuisine collective pour des repas conviviaux partagés avec le public, le tout dans des véhicules économes roulant au solaire ou au bio-carburant.

A l'occasion de ce tour de France, une vaste pétition européenne "Un million d'Européens demandent la sortie du nucléaire !" sera lancée.

**Le tour sera à Lons-le-Saulnier (39), au Bio-Lopin, samedi 1<sup>er</sup> et dimanche 2 mai. ContrAtom aussi.**

*Plus d'information sur le site [www.sortirdunucleaire.org](http://www.sortirdunucleaire.org)*

nos moyens sont exclusivement pacifiques, nous ne comptons pas nous laisser faire !

*Philippe Gobet*

source : réseau français Sortir du nucléaire et AFP - 26 février 2004

# Tous solidaires avec le Professeur Bandajevsky, prisonnier d'opinion, toujours enfermé

Voici les derniers rebonds de l'affaire Bandajevsky, un résumé des nouvelles transmises par Wladimir Tchertkoff.

## Grâce présidentielle refusée

Le 29 janvier 2004, le Président du Belarus Loukachenko refuse la deuxième demande de grâce, de Youri Bandajevsky. L'amnistie, entrée en vigueur le 14 janvier 2004, en réduisant sa peine d'une autre année, donne le droit au détenu d'être envoyé en relégation. Youri aurait signé une demande de relégation pour un an dans le district de Vétka, où il sera soumis à des travaux d'utilité publique. Ainsi, à partir du 6 janvier 2005, Bandajevsky pourra bénéficier d'une remise conditionnelle de peine, qui le rendra libre sur tout le territoire du Belarus.

Début mars, son épouse Galina a pu lui rendre visite en prison. Youri n'a, en fait, jamais rien signé concernant cette relégation à Vetka. On a menti à Galina.

Début 2005, il aura le droit de demander une libération conditionnelle, histoire de continuer ces jeux cruels.

## Les jeux cruels d'un dictateur d'opérette

Loukachenko avait laissé croire qu'il était enclin à faire ce beau geste, en instiguant cette procédure de demande de grâce. En effet, le 8 août 2003, le Vice président de la Commission des droits de l'Homme du Parlement biélorusse écrivait au Comité Bandajevsky à Grenoble :

« Le Président envisage la possibilité d'examiner une deuxième fois la question de la concession de la grâce à Y.I. Bandajevsky, si celui-ci en fait la demande au Président de la République du Belarus suivant les formes requises. »

Simultanément, le Comité d'exécution des peines et la direction de la prison recevaient l'ordre d'obtenir rapidement la demande de grâce du professeur. Pendant le mois d'août 2003, ils ont dû insister à plusieurs reprises pour que Youri Bandajevsky,

incrédule et flairant une nouvelle humiliation, écrive encore une fois au Président pour lui demander la liberté.

Loukachenko s'est joué de tout le monde, y compris de la Commission des grâces, qui avait donné un avis favorable pour cette libération.

Il s'est bien moqué des appels de l'opinion publique occidentale, des démarches diplomatiques des pays riches.

Loukachenko sait bien que le contrôle sous lequel il tient les populations contaminées par l'industrie nucléaire arrange beaucoup de monde.

Il a méprisé l'appel même de son Parlement. En juillet 2003, un groupe de députés lui a adressé un pressant appel, qui se terminait par ces mots :

[...] nous nous adressons à vous, Alexandre Grigorievitch, avec la prière de prendre une décision politique et humanitaire en libérant le professeur Y. Bandajevsky, en considération de ses mérites scientifiques et de l'utilité qu'il pourra encore apporter à notre peuple, victime de la catastrophe de Tchernobyl. [...] seul vous pouvez aujourd'hui permettre à Youri Bandajevsky de reprendre ses recherches si essentielles pour les aides que le monde doit fournir à notre pays victime de la contamination radioactive. Dans l'intérêt de notre peuple, dans l'intérêt de toutes les victimes de cette catastrophe et pour la santé de ceux qui pourraient être victimes un jour d'un pareil malheur, nous vous prions instamment de mettre un terme à ce que le monde appelle l'« affaire Bandajevsky ».

**Je me sens l'énergie de mes vingt ans. Je travaille à un grand manuscrit, vous serez étonnés...**

Loukachenko s'est joué de tout le monde, mais il n'a pas dupé Bandajevsky.

Cette guerre des nerfs a clairement si-

gnifié au détenu qu'il n'y a rien à attendre d'un tel gouvernement. Ses ennemis, qui pensaient sans doute l'abattre, ont détruit en réalité leur crédibilité et l'ont restitué à lui-même. Les quelques lettres, que Galina avait reçues de Youri après le double bluff des autorités, avaient déjà un autre ton. Elle avait l'impression qu'il y avait une nouvelle solidité et lucidité en lui. Il semblait se préparer à rester encore longtemps en prison. La visite de Galina lui a confirmé ce changement. C'est un autre homme - calme et déterminé - qu'elle a écouté et observé, « *Il a grandi. Il est supérieur à ce qu'il était avant l'arrestation* », confie-t-elle.

## Ne crois rien, ne crains rien, ne demande rien

Les dissidents soviétiques avaient forgé une maxime qui exprime par trois refus la détermination de rester libre dans un goulag: « *Ne crois rien, ne crains rien, ne demande rien.* »

La honte de s'être plié à redemander la grâce, à laquelle il ne croyait plus, l'humiliation d'être pris en dérision par le refus sarcastique de Loukachenko, qu'il prévoyait, semblent avoir guéri Youri Bandajevsky d'une longue maladie. Il est toujours en prison, mais cette fois-ci en homme libre, déterminé à se battre. Il s'est affranchi de la peur.

Youri ne se pardonne pas d'avoir demandé la grâce une seconde fois. Il s'exprime sans crainte. « *Si la relégation, à laquelle j'ai droit depuis l'amnistie, m'est refusée, il faudra attaquer durement par tous les moyens, juridiques, diplomatiques, dans la presse nationale et à l'étranger. En réalité, ce sont des couards. Ils craignent ceux qui parlent, non ceux qui se taisent. Pourquoi m'a-t-il fallu tout ce temps pour comprendre?* »

Laure Geissbuehler  
<http://www.comite-bandajevsky.org>

# Le nucléaire ne sauvera pas notre planète

Depuis quelques années, il est de plus en plus courant d'entendre dire que l'industrie nucléaire serait un moyen relativement peu polluant de produire de l'énergie car elle ne dégage pas de gaz carbonique et, de ce fait, elle ne contribue pas au réchauffement climatique. C'est surtout depuis la Conférence de Kyoto, que les partisans de l'énergie atomique ont enfourché le cheval de bataille de la lutte contre l'effet de serre. Il y aurait de quoi rire, si cette absurdité ne servait pas l'argumentation pro nucléaire avec autant de succès.

## Quelques exemples

Au mois de mai 2003, lors de l'ultime rencontre organisée dans le cadre du « débat » national sur l'énergie, Nicole Fontaine, ministre déléguée à l'industrie, déclarait que la France devait « choisir rapidement entre deux inconvénients (sic !), les risques liés à l'utilisation de l'énergie nucléaire et ceux résultant du changement climatique » et que, dans ce contexte, c'était bien « l'apport du nucléaire à la réduction des émissions françaises de gaz à effet de serre qui serait déterminant ».

Suite à la canicule de l'été dernier, l'Agence pour l'énergie atomique (AEN), émanation de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), publiait un rapport tendant à démontrer les avantages du développement de l'énergie nucléaire pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre, avantages qui, selon elle, devraient être mieux pris en compte dans les mécanismes prévus par le protocole de Kyoto.

En Finlande, la récente décision de construire un cinquième réacteur nucléaire est très clairement justifiée par la nécessité de respecter les accords de Kyoto en vue d'une limitation des émissions de gaz à effet de serre. Le recours au charbon, qui était une vraie alternative en 1993, a été balayé au fur et à mesure que les objectifs climatiques du protocole devenaient concrets.



Le gouvernement japonais envisage de construire dans les dix ans à venir entre 15 et 20 nouveaux réacteurs dans le but de respecter ses engagements de Kyoto.

Sans vouloir opposer un danger - ou un « inconvénient » - à un autre plus grand encore, il est indispensable de tenter de mettre à jour quelques contre-vérités, fausses pistes ou raccourcis de cette argumentation pro nucléaire qui ne fait que déplacer, voire augmenter, le problème très sérieux du réchauffement de la planète.

Commençons par dresser le décor afin de bien comprendre de quoi il est exactement question dans cette propagande.

## Effet de serre

Certains gaz, tels que le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>), le méthane, les oxydes d'azote, les chlorofluorocarbones (C.F.C.), l'ozone et la vapeur d'eau, ainsi que des traces de gaz rares, sont dispersés dans l'atmosphère. Ils laissent passer une grande partie des radiations solaires, mais absorbent la chaleur émise en retour par la surface de la terre contribuant de ce fait à

maintenir un équilibre thermique à la surface de la planète (d'où l'analogie avec une serre).

## Changement climatique

Lorsque la concentration atmosphérique des gaz à effet de serre augmente, il en résulte naturellement une augmentation de la température de la surface de la terre attestée notamment par les étés chauds de ces dernières années, la fonte désormais mesurée de la banquise arctique, les masses de glaces énormes qui se séparent des glaciers antarctiques, l'augmentation du niveau des océans etc.

Les experts prévoient pour le XXI<sup>ème</sup> siècle une hausse de la température moyenne de la Terre comprise entre 1,4°C et 5,8°C et une augmentation du niveau des océans comprise entre 9 et 88 cm. On constate de plus une très forte accélération depuis 1990, la dernière décennie du siècle étant la plus chaude depuis au moins mille ans. Cette rapide modification du climat mondial pourrait se traduire par une augmentation de la fréquence des

catastrophes naturelles, cyclones, sécheresse, inondations etc... L'agriculture serait bouleversée et des déplacements massifs de population deviendraient inévitables entre les régions sinistrées (zones côtières inondées, accroissement des déserts etc...) et les zones préservées entraînant nécessairement des tensions politiques.

Il semble donc difficile de continuer à nier que, faute d'agir rapidement et efficacement, nous nous exposons à des catastrophes apocalyptiques : inondations, disparition de terres arables, famines, épidémies, guerres, sans parler de l'extinction massive d'écosystèmes et d'espèces animales.

### Le protocole de Kyoto

Alertés en 1990 par le premier rapport du GIEC (Groupe Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat), 154 Etats réunis lors de la grande conférence de l'Organisation des Nations unies sur l'environnement à Rio, ont accepté le principe d'une réaction internationale dont objectif était d'« atteindre une stabilisation des concentrations des gaz à effet de serre à un niveau tel qu'une perturbation dangereuse du climat en raison de l'activité humaine ne puisse se produire. »

En 1997, à la Conférence de Kyoto, 168 pays ont signé un protocole de réduction des gaz à effet de serre. Ce protocole impose notamment à 39 pays occidentaux et est-européens de réduire en 2008-2012 de 5,2% en moyenne leurs rejets de gaz à effet de serre par rapport à 1990. Pour faciliter leur tâche, le protocole a prévu des « mécanismes de flexibilité », qui permettent notamment aux pays riches de financer des technologies propres dans les ex-pays communistes ou dans le tiers monde et de recevoir en échange des crédits d'émission.

Ces objectifs sont actuellement très loin d'être réalisés : les Etats-Unis (4 % de la population et 22 % des émissions de CO<sup>2</sup>) affichaient pour l'année 2001 un accroissement de 3,1 % de leurs émissions de gaz à effet de serre (la plus forte progression annuelle depuis 1990). Quant aux Européens, s'ils ne prennent pas de mesures rapides, ils ne sont pas prêts non plus d'atteindre leur but. Pourtant, l'objectif retenu par le protocole de

Kyoto est dérisoire, la commission spéciale des Nations unies a déterminé que les émissions de gaz à effet de serre dues aux activités humaines devront diminuer de 60 à 80 % pour stabiliser les concentrations dans l'atmosphère à leur niveau de 1990.

### Avatars de Kyoto

Quant aux mécanismes transnationaux de développement propre et de flexibilité, ils semblent pour l'heure servir surtout d'échappatoires grâce auxquels les pays les plus riches peuvent avoir recours aux droits d'émission, en lieu et place de la réduction effective des émissions de gaz à effet de serre dans leur politique nationale, en créant un véritable marché des « droits à polluer ». En effet, alors qu'il est prévu que ce mécanisme n'entre en vigueur qu'en 2008, le courtage de ces permis est un secteur spéculatif déjà florissant.

### Echecs et désillusions

La Conférence de La Haye sur les changements climatiques s'est soldée, en novembre 2000, par un échec. Les Etats-Unis se sont retirés des négociations entraînant l'Australie, le Canada, et le Japon.

De même, en juillet 2001, les animateurs d'une nouvelle conférence climatique, à Bonn, furent obligés de faire des concessions supplémentaires sur les droits à polluer afin de « sauver » le protocole de Kyoto.

Comme on le voit, l'objectif ambitieux qui a conduit à la mise en place d'une réaction internationale semble oublié et **à l'inefficacité des mesures prises dans le cadre du protocole de Kyoto s'ajoutent des effets pervers considérables, dont la récupération par le lobby nucléaire n'est qu'un exemple.** Connaissant les principaux composants de l'effet de serre « additionnel » et leurs origines, on peut raisonnablement se poser quelques questions, notamment sur la non prise en considération du secteur des transports dans les mécanismes de réduction des émissions.

### Les vraies causes

En effet, le dioxyde de carbone résulte essentiellement de la combustion des énergies fossiles. Tous les scientifiques savent maintenant que les gaz à

effet de serre proviennent en majeure partie du pétrole, et principalement des transports, automobiles et camions. En France, plus de 35 % des émissions de gaz carbonique proviennent des transports. Pourtant, l'industrie automobile se porte bien et personne ne semble prêt à s'attaquer à la sacro-sainte voiture individuelle.

De même, on oublie souvent de citer l'impact croissant sur la biosphère des transports liés à la poussée du commerce international, mondialisation oblige. En Suisse, le transport de marchandise augmente plus vite que la croissance économique : plus 115 % de 1970 à 2000. De même, le fret a augmenté de 30 % de 1991 à 1999 dans l'Union européenne, soit deux fois plus vite que le PIB. Sans compter que si pour l'instant le gros du commerce international repose sur les pays occidentaux, la stratégie mondiale de développement basée sur l'essor des exportations des pays du Sud, va accélérer encore cette tendance à la hausse.

Pourtant, le protocole de Kyoto n'inclut pas les émissions liées au trafic aérien ou maritime, rien n'est donc prévu pour les maîtriser et tous les intérêts économiques immédiats s'opposent à une régulation des transports.

### Fausse piste

Dans ce contexte, on comprend mal comment le nucléaire, qui représente 2 à 3% de la consommation finale de l'énergie consommée dans le monde et n'exerce qu'une influence du même ordre, c'est-à-dire marginale, sur les émissions de carbone, pourrait avoir une incidence sérieuse sur le climat, c'est une question d'ordre de grandeur.

De plus, il paraît évident que l'idée de remplacer une part significative de la consommation énergétique mondiale, dans le futur, par l'énergie nucléaire relève d'une utopie technologique et économique. Il faudrait construire très rapidement plusieurs milliers de réacteurs, ce choix représenterait un coût d'investissement colossal estimé à plusieurs dizaines de milliards d'euros et impliquerait un niveau extrêmement élevé de risque d'accident, sans oublier les questions insurmontables du stockage des déchets radioactifs et de la prolifération de substances radioactives.

Nous savons au surplus que les réserves d'uranium 235, seul combustible naturel fissile exploité dans les centrales nucléaires, voit sa durée de vie limitée, avec la consommation actuelle, à 68 ans pour les ressources récupérables à un coût correct, et à 118 ans pour ses ressources ultimes. Multiplier la production d'électricité nucléaire par 10 revient à diminuer d'autant la durée de ces réserves soit une dizaine d'années tout au plus.

Ensuite, les émissions de gaz à effet de serre de la filière nucléaire doivent être estimées en prenant en compte tout ce qu'implique le choix du nucléaire, et non en se limitant aux centrales elles-mêmes. Le nucléaire ne produit que de l'électricité, alors qu'une partie importante des besoins énergétiques des sociétés modernes concerne la chaleur (ou le froid).

### Economies d'énergie

Différentes études, dont celles de la très officielle Agence internationale de l'énergie (AIE), montrent que les pays riches peuvent réduire assez facilement de 50% leur consommation énergétique. Seul problème : les lobbies pétroliers et nucléaires n'ont d'autre objectif que de faire consommer toujours plus.

Les pays ayant recours au nucléaire figurent d'ailleurs parmi les plus gros émetteurs de CO<sup>2</sup> au monde, parce que les centrales de grande taille, qu'il s'agisse ou non de centrales nucléaires, ont tendance à conduire à des surcapacités structurelles à long terme et à une stimulation de la consommation d'électricité au lieu de favoriser son utilisation rationnelle.

Nous pouvons donc conclure qu'une importante réduction de la consommation ne peut être mise en oeuvre que simultanément à un plan de sortie du nucléaire, car le nucléaire crée la consommation autant qu'il y répond. On annonce d'ailleurs 30% d'augmentation de la consommation électrique française d'ici 2010.

### Quelles solutions ?

C'est un fait que les énergies renouvelables ne peuvent en aucun cas actuellement permettre de produire l'électricité dont nous aurions besoin en arrêtant le nucléaire. Cela signifie qu'il faut utiliser au maximum de leurs capacités les sources dont on dispose actuellement.

C'est justement sur ce point que le nouveau discours « écolo » des promoteurs du nucléaire dévoile son aspect le plus dangereux car, sous prétexte de ne pas augmenter les émissions de gaz à effet de serre, on est en train de démanteler ou de tourner le dos à d'autres filières soi-disant plus polluantes. En France par exemple, EDF veut démanteler des centrales à fioul et charbon afin de réduire la puissance de production électrique de cette filière de plus de 40% pour éponger sa surcapacité nucléaire actuelle et rendre inéluctable le recours au nucléaire vers 2010 lors du renouvellement du parc.

Il existe pourtant un procédé mis au point sur les chaudières des centrales à charbon, dit LFC (à lit fluidisé circulant), qui est un des meilleurs procédés « charbon propre » exploités dans le monde aujourd'hui pour produire de l'électricité. Ce procédé de combustion du charbon rend négligeable la pollution par les poussières, soufre et oxydes d'azote. Toute installation existante à charbon peut être modernisée rapidement en remplaçant la chaudière par une chaudière LFC. Avec l'hydraulique et les installations du thermique classique qui existent encore aujourd'hui, on pourrait immédiatement arrêter environ 70% du nucléaire en France

Une solution consisterait donc à imposer des économies d'énergie (surtout dans les pays riches), des énergies renouvelables (partout) et, en transition, les centrales au gaz avec cogénération et au charbon. L'Öko Institut allemand a montré que la filière nucléaire produit 35g d'équivalent CO<sup>2</sup> par kWh, or le cabinet Wise Paris établit que cette valeur correspond exactement à la filière gaz naturel avec cogénération.

### Décroissance

Entre 1973 et 2000, la consommation d'énergie du monde a augmenté de 65%. A ce rythme, les besoins planétaires seront multipliés par 2.4 d'ici 2050. Et après ? Cette croissance ne pourra pas durer éternellement dans un monde aux dimensions et aux ressources mesurées.

Quant à la progression de la production nucléaire, elle est parallèle dans sa forme à la progression de la consommation d'énergies fossiles. Ce qui suggère que le nucléaire n'est pas une alternative, mais une composante du problème. Ainsi, le choix n'est pas entre nucléaire ou effet de serre, mais entre la poursuite du mode de développement de la seconde moitié du siècle dernier (qui signifie nucléaire plus effet de serre) ou un arrêt de ce type de développement.

### Lueurs d'espoir

Serions-nous capables freiner le processus de réchauffement si nous agissons maintenant ? Nous pouvons adopter individuellement de nouveaux comportements dans la vie de tous les jours, qui, sans toucher à notre confort, préserveront notre environnement et réduiront également nos dépenses financières. De plus, nous pouvons exiger collectivement des pouvoirs publics et de l'Etat la mise en oeuvre de mesures et d'actions allant dans le sens de la lutte contre l'effet de serre.

A Genève, le tout récent plan directeur de l'énergie - sorte de mode d'emploi édicté par le service cantonal de l'énergie pour chaque utilisateur privé ou public - prévoit, « dans le cadre des buts inspirés des engagements de Kyoto », d'écarter totalement les sources d'origine nucléaire de l'approvisionnement du canton. Pour ce faire, le plan met en premier lieu l'accent sur la lutte contre le gaspillage. Il s'agit ensuite de mieux construire ou rénover, de développer le solaire thermique, de mettre en place des projets de grande envergure - comme la géothermie des profondeurs, les planifications énergétiques territoriales ou la valorisation du bois - d'avoir recours à l'énergie solaire photovoltaïque.

que ainsi qu'à une nouvelle structure tarifaire de l'électricité encourageant les consommateurs « intelligents ».

### Place aux alternatives

Il y a environ 15 ans que les climatologues nous avertissent des dangers du réchauffement de la planète et pourtant nos dirigeants, pressés par les industriels, ne cessent de tergiverser. Les mesures visant à limiter l'émission de gaz à effet de serre prises suite au protocole de Kyoto ne sont que très partiellement appliquées, les Etats-Unis ayant même très clairement signifié au monde, tout en refusant purement et simplement de ratifier ce protocole, qu'aucune mesure ne pourrait être envisagée si elle devait mettre en cause l'économie du pays. Les priorités sont claires.

En règle générale, des années séparent la perception de la nécessité d'une réponse à un problème important, la planification, les recherches et le développement d'une solution et sa mise en oeuvre. Pourtant, des mesures anticipées, basées sur une connaissance des faits, peuvent améliorer les chances de disposer des technologies appropriées en temps utile. Plus les réductions des émissions seront importantes et plus elles seront mises en oeuvre tôt, plus le réchauffement climatique et l'élévation du niveau de la mer pourront être réduits et ralentis. Une augmentation plus lente de la température moyenne mondiale et de l'élévation du niveau de la mer donnerait également plus de temps pour s'adapter.

Dans ce contexte, le recours au nucléaire n'offre non seulement aucun début de solution, mais en plus il déplace le problème du réchauffement de la planète. Il est urgent de trouver des moyens de le ralentir, les pseudo-solutions, celles qui ne sont pas susceptibles de remettre en question notre mode de vie, ne peuvent rien pour nous, au contraire en prenant la place de véritables alternatives, elles contribuent à augmenter la gravité de la situation.

*Fabienne Gautier*

Un grand merci à toutes celles et tous ceux dont je me suis inspirée: Réseau Sortir du Nucléaire, Le Monde Diplomatique, SEBES, Negawatts, Roger Belbéoch, La Revue durable ...

## Responsabilité de l'OMS dans la catastrophe humanitaire irakienne



### L'OMS cache la vérité

Selon un expert des radiations, le Dr Baverstock, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) aurait bloqué depuis 2001, sous la pression du commissariat International à l'Energie Atomique (AIEA), la publication d'un rapport sur les effets et les risques de l'uranium appauvri sur les populations !!!

Le Dr Baverstock faisait partie d'un groupe de trois experts de l'OMS dont le rapport dénonçait les risques pour la population d'armements renforcés à l'uranium appauvri, tels qu'ils ont été utilisés en Irak et au Kosovo. Mais l'OMS semble avoir bloqué la publication de ce rapport, qui aurait pu contribuer à ce que les Etats belligérants renoncent à ce genre d'armement.

### Un désastre annoncé

Actuellement, on sait pourtant que l'utilisation d'uranium appauvri lors de la première guerre du Golfe a déjà causé de nombreuses leucémies dans la population irakienne, ainsi que de

multiples malformations chez les nouveaux-nés. Devant le mutisme des instances onusiennes, c'est des associations ou des privés, tels le Père Benjamin en France, qui ont dénoncé cette catastrophe humanitaire continue que subit la population irakienne, empoisonnée par des produits hautement radioactifs et chimiquement toxiques pour de nombreuses années.

Tout cela dans le silence de l'OMS.

Déjà en 2001, ContrAtom avait dénoncé les liens pervers existant entre l'AIEA et l'OMS. Cette affaire vient confirmer le fait que, pour tout ce qui concerne le nucléaire, l'OMS se préoccupe plus de ses bonnes relations avec les autres agences onusiennes que de la santé des populations. Et il est fort peu probable que ces fonctionnaires internationaux se retrouvent devant des tribunaux, car c'est de vies humaines détruites dont il s'agit ... et non de vitrines de magasins de luxe !

*Philippe Gobet*

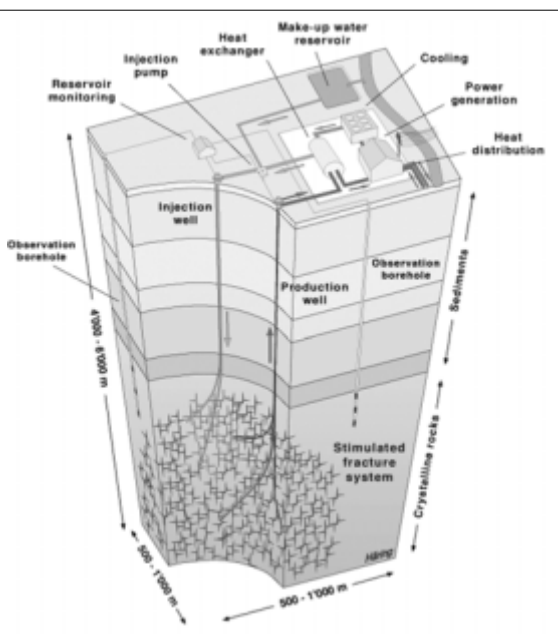
# La géothermie profonde: une énergie renouvelable

**La géothermie est une source d'énergie renouvelable et gratuite qui s'adresse aux deux grandes filières énergétiques: production d'électricité et de chaleur.**

## Principe

Le principe de base de la géothermie consiste à capter la chaleur de la croûte terrestre pour produire du chauffage (température inférieure à 90°) ou de l'électricité (température entre 90° et 200°).

*Schéma d'une installation combinée produisant énergie et chaleur sur le principe Hot Dry Rock: la production de chaleur est réalisée par un circuit hydraulique fermé. Une pompe d'injection injecte de l'eau dans un réservoir de chaleur. L'eau se réchauffe dans les roches fissurées, pour ensuite être remontée à la surface. Un échangeur de chaleur extrait l'énergie aux fins de production de courant électrique et de chaleur*  
(Source: Häring GeoProject, Steinmaur)



généralisation du recours aux techniques de ré-injection des fluides géothermaux dans les réservoirs dont ils sont issus, permet de ramener les niveaux d'émission de gaz à effet de serre à des valeurs quasi nulles.

L'eau ainsi injectée sera chauffée à 200° par la chaleur de la terre et reconduite en surface par d'autres forages. Introduite dans un échangeur de chaleur cette eau pressurisée et surchauffée alimentera un circuit secondaire. Ce dernier contient un fluide dont le point d'ébullition est relativement bas, capable d'entraîner une turbine à vapeur produisant de l'électricité et fournissant également de la chaleur à un réseau de distribution de chauffage.

## Développement

De telles installations sont, soit déjà en fonction, soit en cours de réalisation, en particulier, pour l'Europe: en Suède à Lund et en France à Soultz-sous-Forêt, dans la région parisienne. La production mondiale d'électricité par géothermie en 2000 a été de l'ordre de 49 TWh soit au 3<sup>ème</sup> rang de la production d'énergie renouvelable après l'hydraulique et la biomasse y compris les installations existantes situées en Italie et en Islande en particulier (sous-sol volcanique).

On perçoit très facilement l'avantage de disposer d'une source d'énergie présente en quantité considérable, gratuite, renouvelable avec une régularité de mise en œuvre qui la destine particulièrement à la production de base. La ressource dépend des caractéristiques du sous-sol (gradient géothermique, perméabilité des formations rocheuses etc.) insensibles aux éléments extérieurs.

## Une énergie propre

Un autre attrait important de cette technique réside dans son caractère respectueux de l'environnement. Une exploitation géothermique produit peu de rejets. En ce qui concerne le CO<sup>2</sup> la quantité moyenne émise dans l'atmosphère par les centrales géothermo-électriques représente le 10% de l'émission d'une centrale au gaz naturel. De plus, dans le cas de géothermie profonde, la

## Fonctionnement

Des sondes géothermiques (prof. 0 à 200 m) ont été installées en grand nombre dans les couches supérieures du sol et sont raccordées à des pompes à chaleur. La technique hydrothermique est utilisée aux profondeurs moyennes (500 à 1500 m), elle consiste à amener à la surface, par pompage, de l'eau chaude d'une nappe phréatique profonde puis à la retourner à celle-ci par un second forage après avoir prélevé de la chaleur.

La troisième valorisation possible de la chaleur terrestre se trouve dans les couches cristallines situées entre 4000 et 6000 m de profondeur, où l'on peut appliquer le procédé Hot-Dry-Rock (cf illustration). Dans ce procédé de l'eau froide est injectée sous pression, par des forages profonds, dans un ensemble de fissures agrandies artificielle-

En Suisse, à Bâle, un projet d'installation pilote, en cours de réalisation, comprenant un puits d'injection et deux puits de production latéraux qui atteindront 5000 m devraient permettre de réaliser une production d'électricité de 20'000 MWh ainsi qu'une production de chaleur de 100'000 MWh par année.

Un projet de même nature est également à l'étude à Genève. Le site retenu est la presqu'île d'Aire et il devrait être réalisé en tenant compte des résultats obtenus à Bâle.

Ces deux réalisations utiliseront la technique Deep-Heat-Mining : extraction d'énergie géothermique d'un réservoir souterrain créé artificiellement en vue de la production de chaleur et d'électricité.

Gino Nibbio

# Inquiétant projet de stockage de déchets nucléaires

**La NAGRA projette de construire un site d'entreposage en profondeur pour les déchets nucléaires de haute activité produits par les centrales nucléaires suisses, dans le Weinland zurichois. Heureusement, la population riveraine se mobilise pour résister à cette folie.**

## Benken, vous connaissez ?

Cette localité, située au cœur des vignes du nord du canton de Zürich, risque de devenir bientôt célèbre, car c'est le lieu choisi par la NAGRA (société nationale pour l'entreposage des déchets radioactifs) pour le projet de construction du premier centre suisse de stockage souterrain de déchets hautement radioactifs. D'ores et déjà des forages prospectifs ont été réalisés et le gouvernement helvétique doit prendre sa décision d'ici à 2005. La NAGRA estime que le site constitue une zone de « première priorité » en raison de sa géologie. Un site profond (600 mètres) devrait être prêt autour de 2050.

Pour l'heure, les déchets de haute activité produits par les centrales atomiques suisses, après avoir été « retraités » dans les usines de La Hague et de Sellafield, nous reviennent - toujours aussi radioactifs - et sont alors entreposés provisoirement à Würenlingen, dans le canton d'Argovie. Les déchets se trouvent dans des conteneurs spéciaux en métal et refroidissent sous haute surveillance. Ce complexe de dépôt intermédiaire est en service depuis peu et est censé recevoir pendant 40 ans tous les déchets nationaux.

## Opposition en Suisse

Dans le canton de Zürich, la population a fait connaître son opposition au projet de Benken en déposant, en mars 2002, 15'000 signatures pour une initiative demandant le droit de participation des citoyens dans les prises de décision concernant les affaires nucléaires. Le parlement du canton de Schaffhouse, tout proche, s'est également opposé à ce projet par un postulat. Malgré cela, à cause de la nouvelle loi sur l'énergie nucléaire (LENu), les autorités fédérales peuvent faire ce que bon leur semble sans



que le canton concerné n'ait à donner son aval. Rappelons qu'après le rejet nidwaldien du projet de Wellenberg, le droit de veto aux cantons-sites de dépôts de déchets nucléaires a été supprimé. L'initiative zurichoise est par conséquent caduque. Au cours de l'été 2003, l'organisation KLAR (Kein Leben mit Atomen Risiken) a été fondée dans le but de combattre ce projet avec tout l'éventail des moyens juridiques.

## Dangers de l'enfouissement

L'entreposage en profondeur ne peut pas être garanti sans risque, vu qu'aucune expérience à ce sujet n'existe dans le monde. De plus, pour le Dr Jean-Jacques Fasnacht, président de KLAR, le choix du site est un non sens : « Les déchets, qui seraient enfouis à faible distance du Rhin, pourraient contaminer l'eau potable de millions de personnes. La région de Zurich abrite une des plus grandes nappes phréatiques d'Europe ».

Les militants écologistes mettent également en doute le caractère isolant et imperméable de la roche choisie, une couche d'argile de 100 mètres

d'épaisseur : « Personne ne peut dire aujourd'hui comment cette roche va réagir à long terme à la chaleur dégagée par les combustibles irradiés », s'inquiète Axel Meyer, de la Fédération écologiste allemande BUND, « la chaleur peut la fissurer ou la rendre poreuse ».

Alfons Brohammer, le maire de Jestetten, localité allemande située à 2 km à vol d'oiseau de Benken, prédit encore plus de problèmes. Le fait que le futur centre souterrain se trouve dans une région frontalière permet de supposer qu'il pourra aussi servir au stockage de déchets venus d'autres pays. « Malins comme le sont les Suisses, ils vont essayer d'amortir leurs investissements » suppose M. Brohammer, qui ajoute « Finalement, tout cela relève d'un problème moral et éthique: chaque pays doit trouver une solution responsable pour ses déchets, surtout pour des résidus aussi dangereux. »

A la question: les déchets nucléaires qu'en faire? Une seule réponse: cessons d'en faire!

*Philippe Progin*

## Prochainement au théâtre du Grütli

### *Chronique d'un début de siècle* de Philippe Lüscher

du 27 avril au 23 mai 2004

Fruit des récents voyages de l'auteur en Europe de l'Est, « Chronique d'un début de siècle » pose un regard lucide sur les dysfonctionnements de la gestion d'une après-catastrophe, sur l'ambiguïté entre humanitaire et politique, sur le mensonge s'immisçant entre citoyens et pouvoir et nous interroge sur l'avenir de notre société occidentale.

La pièce raconte une tranche de vie de cinq personnes, une femme, un enfant et trois hommes, dans un monde empêtré dans ses contradictions et livré au pouvoir du mensonge. L'action se passe aujourd'hui, quelque part en Europe de l'Est, quelques années après la catastrophe nucléaire de Tchernobyl.

Regard incisif sur ceux qui dérangent, ceux qui survivent et qui savent que personne ne s'occupe d'eux.

Au théâtre du Grütli salle du 2<sup>e</sup> mardi à 19h, du mercredi au samedi à 20h, dimanche à 18h par la Compagnie X225

mise en scène : Philippe Lüscher

jeu : Jean-Luc Borgeat, Christian Gregori, Georges Guerreiro, Cathy Sottas, Aurélia Lüscher et Alessandra Oriolo

scénographie et costumes : Dora Lanz

lumière : Jean-Michel Broillet

son : Philippe de Rham

Réservation

022/ 328 98 78 du lundi au vendredi de 14h30 à 18h00

ou par e-mail : reservation@grutli.ch

Informations [www.grutli.ch](http://www.grutli.ch)

*ContrAtom se réjouit d'être associée à cet événement. La pièce mettant en scène notamment la tragédie du professeur Bandajevsky, nous profiterons de cette occasion exceptionnelle pour organiser une table ronde autour du thème nucléaire et droits humains à l'éclairage de l'histoire de Youri Bandajevsky. De plus amples informations vous seront prochainement communiquées.*

JAB  
1211 Genève 8  
PP (Journal)  
CH-1211 Genève 8

## Découvrez et faites découvrir la revue

**S!lence**  
Ecologie • Alternatives • Non-violence

ContrAtom a choisi de diffuser en Suisse la revue française mensuelle Silence.

Si vous voulez participer à cet échange d'informations - parfois contradictoires - n'hésitez plus. Si vous ne connaissez pas la revue, vous pouvez nous en demander un numéro spécimen gratuit.

**Abonnement-découverte: 25.- FS les 6 premiers numéros.**

**Abonnement normal: 60.- FS les 12 numéros.**

**Il vous suffit d'envoyer vos coordonnées à:**

**ContrAtom - Case postale 65 - 1211 Genève 8**

**en demandant soit un bulletin de versement pour l'abonnement soit un numéro spécimen gratuit.**

